



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

ARCHIVES DE JEAN PARMENTIER, DIRECTEUR DU MOUVEMENT GÉNÉRAL DES FONDS

(1915-1935)

Répertoire numérique détaillé

établi par Sylvie JULIEN

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières
Savigny-le-Temple

2024

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Guerre 1914-1918.....	7
Relations internationales, questions politiques, économiques et financières.....	8

Référence

B-0064446/1 - B-0064455/1

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Archives de Jean Parmentier, directeur du Mouvement général des fonds

Dates extrêmes

1915-1935

Noms des principaux producteurs

Direction du mouvement général des fonds

Importance matérielle

10 boîtes soit 1,22 mètre linéaire.

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement du 21 février 1997 portant la référence PH 053/97.

Historique du producteur

À l'été 1789, le Trésor royal devient Trésor public et reçoit mission de gérer le produit des contributions ordinaires. Une Caisse de l'extraordinaire est créée (décret des 19-21 décembre 1789) pour gérer les fonds provenant notamment de la vente des biens nationaux et pour subvenir aux dépenses du Trésor public ; elle est dissoute le 1er janvier 1793 (décret du 4 janvier 1793). Régie par un comité des finances (décret du 11 juillet 1789), puis dotée de nouvelles règles à partir du 1er juillet 1791, la Trésorerie nationale est confiée à une commission de six membres (décret des 27-30 mars 1791 et décret des 16 août-13 novembre 1791, titre II). Son indépendance par rapport au ministère des contributions publiques, devenu ministère des finances en 1795, demeure sous la Convention. Au début du Consulat, elle est érigée en direction générale du Trésor public et rattachée au ministère des finances (arrêté du 21 janvier 1800), puis en est rapidement séparée, pour être transformée en ministère du Trésor public (arrêté du 27 septembre 1801). Le comte Mollien crée la caisse de service (décret du 16 juillet 1806), organe de compensation des mouvements de fonds entre toutes les caisses des

agents du Trésor. Sous la Restauration, le baron Louis réunit sous sa direction le ministère des finances et le ministère du Trésor public (ordonnance du 13 mai 1814). L'administration du Trésor subit alors une profonde mutation dictée par la double résolution de "ressaisir le mouvement des fonds du Trésor abandonné à des compagnies financières" et de présenter les comptes de l'État selon "des résultats à l'abri de toute contestation" (marquis d'Audiffret). Dans la nouvelle organisation (arrêté du 26 mai 1814), la direction du mouvement général des fonds (MGF), issue de la transformation de la caisse de service, doit principalement s'attacher à "l'application des ressources aux besoins" (ordonnance du 6 février 1828). Son directeur, assermenté devant la Cour des comptes, assure la certification des comptes au même titre que le directeur des recettes et que le directeur des dépenses (ordonnances du 16 septembre 1818). La justification des dépenses publiques doit se faire sur un exercice annuel (ordonnance du 14 septembre 1822). Les quatre caisses existantes (caisse générale, caisse des recettes, caisse des dépenses et caisse de service) sont supprimées au profit d'une seule, nouvellement créée, la caisse centrale et de service, dirigée par un comptable unique, le caissier central du Trésor (ordonnance du 18 novembre 1817). Une ordonnance du 27 décembre 1823 institue en regard un payeur central. Les attributions de ces deux comptables supérieurs sont réunies sous la désignation de caissier-payeur central du Trésor (arrêté du 5 avril 1848, décret du 25 novembre 1862), qui assure la mise en paiement des ordonnances des ministres après visa de la direction du mouvement général des fonds. Les principales missions du Mouvement général des fonds sont d'une part d'assurer l'équilibre de la Trésorerie publique, d'autre part d'agir dans les domaines de la monnaie, du crédit, de l'épargne, par la coordination, la tutelle et le contrôle des activités. Responsable de la situation journalière du trésor, elle concourt également, avec la direction générale de la comptabilité publique, à la surveillance de la gestion des comptables (arrêté du 16 décembre 1869). Grâce à la loi du 9 juin 1857 (art. 11), le Trésor bénéficie d'un compte courant unique auprès de la Banque de France et peut donc se décharger sur elle d'une partie des tâches concernant le mouvement et la centralisation des fonds. Le décret du 31 mai 1862 établit le principe de la séparation des ordonnateurs et des comptables. Le mouvement d'unification se poursuit avec la réorganisation de la Caisse centrale du Trésor public (décret du 11 juin 1873). Avec le premier conflit mondial, l'influence de la direction du Mouvement général des fonds s'accroît substantiellement : financement de la guerre, essentiellement couvert par des avances directes de la Banque de France au Trésor, intervention dans la lutte contre la dépréciation du franc et contrôle des opérations de change, au moyen des versements en devises du Trésor à la Banque. Ses interventions préfigurent celles de la direction du budget et du contrôle financier, créée en 1919, et avec laquelle elle partage la direction de la politique économique de la France, la tendance se renforçant d'une utilisation du budget de l'État à des fins d'orientation de l'activité économique. En 1922, la création du service du contrôle des dépenses engagées lui fait perdre la prérogative du visa des ordonnances des ministres. La loi du 30 août 1940 transforme le Mouvement général des fonds en direction du Trésor.

Évaluation, tris et éliminations.

Les doublons ont été éliminés.

Mode de classement

Ces archives ont été classées de manière thématique.

Présentation du contenu

Ce versement concerne les activités de Jean Parmentier en tant que directeur du Mouvement général des fonds puis en tant que membre des comités Dawes et Young.

Inspecteur des finances à partir de 1910, Jean Parmentier devient Directeur général adjoint des finances du protectorat français au Maroc entre 1913 et 1917, puis chef adjoint du

cabinet de Joseph Thierry, ministre des Finances (30 mars - 12 septembre 1917). Il effectue diverses missions à l'étranger, notamment en qualité de délégué du ministère de la Guerre et de directeur des services d'achats français en Grande-Bretagne en 1918 et 1919, et participe en 1922 aux États-Unis aux négociations sur la dette de guerre française. Directeur du Mouvement général des fonds à partir de 1921, il est également délégué français au comité financier de la Société des nations l'année suivante. Il exerce ensuite comme premier expert français du Comité des experts des réparations (plan Dawes) en 1924, membre du Comité des transferts (1924-1929), membre du Comité des experts du plan Young devant permettre à l'Allemagne de rééchelonner le paiement du restant de ses annuités de réparation de guerre (1929), membre de la délégation française aux deux conférences de la Haye (1929-1930).

On trouve ici des dossiers traitant des suites de la Première Guerre mondiale et notamment des négociations entourant le règlement des réparations allemandes ainsi que les dettes de guerre interalliées.

D'autre part, y sont présents des dossiers relatifs aux relations de la France avec d'autres pays, essentiellement dans les années de l'entre-deux guerres, ou avec la Société des Nations.

Indexation

Relations internationales

Guerre

Organisation internationale

B-0064446/1 - B-0064451/2

Guerre 1914-1918.

1919-1932

B-0064446/1 – B-0064448/2

Négociations relatives au règlement des réparations.

1919-1932

B-0064446/1

Correspondance, rapports de l'agent général des paiements de réparations, décisions du Comité des transferts, recueil de documents diplomatiques relatifs aux réparations, notes au ministre, procès-verbaux et documents annexes des séances de la Commission financière et de ses sous-commissions à la Conférence des préliminaires de paix, procès-verbaux et documents annexes des séances des sous-commissions de la Commission des réparations des dommages à la Conférence des préliminaires de paix.

1919-1925

B-0064447/1

Protocole d'accord avec l'Allemagne, correspondance, rapports du Comité des experts, relevé des questions soulevées par l'adoption du plan Young, accord du 13 janvier 1927 relatif aux prélèvements sur les annuités du plan Dawes pour les armées d'occupation, la Haute commission interalliée dans les territoires rhénans et la Commission militaire de contrôle pour la période du 1^{er} avril 1926 au 10 janvier 1930, tableaux comptables, mémorandums présentés à la Commission des réparations, compromis d'arbitrage de la Commission des réparations.

1926-1932

B-0064448/1

Négociations lors de la conférence de la Haye : protocoles d'accords et annexes, acte final de la conférence, règlement des prestations en nature (janvier 1930).

1930

B-0064448/2

Mise en place du Comité d'experts financiers en application de la décision de création prise à Genève le 16 septembre 1928 : correspondance, mémorandums italien, français, belge et allemand.

1928

B-0064449/1 - B-0064451/1

Comité des transferts : procès-verbaux et documents joints des séances.

1924-1925

B-0064449/1

1924-1925

B-0064450/1

1926-1927

B-0064451/1

1928-1929

B-0064451/2

« Credit and financial summary », publication adressée par le service économique du Comité des transferts.

31 janvier 1928 – 18 février 1930

B-0064452/1

Règlement des dettes interalliées, négociations : note du service financier de l'ambassade de France à Londres, mémorandums de la délégation française, rapports, correspondance, tableaux comptables, discours de Winston Churchill, notes de l'attaché financier en Grande-Bretagne, protocole d'accord du 14 janvier 1925 relatif à la

répartition des annuités du plan Dawes, comptes rendus de négociations, protocole d'accord anglo-italien du 27 janvier 1926, Bulletin quotidien de la presse étrangère, rapports avec coupures de la presse américaines du Consul général de France à New-York pour le ministre des affaires étrangères (1922-1928) ; mission de Jean Parmentier aux États-Unis dans le cadre du règlement des dettes interalliées : notes au ministre, télégrammes, correspondance, instructions du Président du conseil à Jean Parmentier, presse américaine, loi américaine, rapports, presse française (1920-1922).

1920-1928

B-0064452/1 – B-0064454/2

Relations internationales, questions politiques, économiques et financières.

1915-1935

B-0064452/2

Proposition britannique, au Conseil de la BRI (Banque des règlements internationaux), de création d'une banque internationale de prêts à des États et autres entités publiques : correspondance, mémorandum britannique distribué à la séance du 9 février 1931.

1931

B-0064452/3

Surveillance par la SDN (Société des nations) de la reconstruction financière de l'Autriche : rapport du Comité d'Autriche de la SDN, protocole d'accord préparé par la SDN, rapports du Commissaire général de la SDN à Vienne, décisions du Conseil et du Comité de contrôle de la SDN.

1922-1923

B-0064453/1

Réflexions sur les moyens de surmonter la crise économique : presse américaine et française, correspondance, mémoire adressé aux gouvernements et institutions internationales par le bureau permanent de l'Entente internationale contre la III^e internationale intitulé « Le bolchevisme, un des agents de la crise économique - La défense contre le dumping soviétique et le plan quinquennal ».

1931-1933

B-0064453/2

Préparation et déroulement de la conférence monétaire et économique internationale de Londres de 1933 : programme, liste définitive des délégués et membres des délégations, correspondance, presse, rapports, discours aux congrès de la Chambre de commerce internationale.

1930-1933

B-0064453/3

Rapports du Conseil national économique sur les moyens de réunir les capitaux nécessaires au développement de l'outillage national (1927-1929) ; rapport adoptée par la Commission permanente du Conseil national économique sur les problèmes posés par la conférence économique mondiale (15 mai 1933).

1927-1933

B-0064454/1

Conversations entre industriels de France, d'Allemagne et de Belgique lors des conférences de Luxembourg : correspondance, résumé d'un entretien entre Hitler et un industriel français le 13 mars 1934 à Berlin, rapport sur la situation économique de l'Allemagne à la fin de l'année 1933, comptes rendus des conversations.

1932-1933

B-0064454/2

Relations avec la Grèce, avances financières : numéros de L'économiste européen, rapports du délégué de la France à la Commission internationale des finances helléniques, tableaux comptables.

1918-1923

B-0064454/3

URSS, situation politique et économique, relations économiques internationales : notes de l'Entente internationale contre la III^e Internationale, rapports, correspondance, numéro de la revue politique et littéraire Revue bleue, tableaux et graphiques statistiques des productions agricoles et industrielles, du commerce extérieur de l'URSS, compte rendu d'un voyage en Russie d'industriels français du 8 au 23 novembre 1930.

1929-1935

B-0064454/4

Relations avec la SDN (Société des nations) : correspondance, rapports.

1923-1932

B-0064454/5

Fonctionnement de l'Union paneuropéenne : statuts de la section française, correspondance, programmes des conférences économiques paneuropéennes, fiche d'adhésion à l'Union, télégrammes.

1930-1935

B-0064455/1

Réorganisation de la Banque internationale de Chine (BIC), reconstitution de la banque et création d'une société de gérance : notes au ministre, correspondance, projet de traité de règlement transactionnel, rapports, procès-verbaux de séances de la Commission interministérielle pour l'étude d'un projet de reconstitution de la BIC et de la création d'une société de gérance, rapport de la commission des finances du sénat, avis de la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats du Sénat, télégrammes.

1920-1922

B-0064455/2

Rapport de l'inspecteur des finances Jean Parmentier sur la circulation métallique et fiduciaire au Maroc pour la Commission chargée d'étudier le régime monétaire du protectorat.

Septembre 1915

B-0064455/3

Proposition de loi relative aux émissions d'actions.

[1930]

B-0064455/4

Constitution d'une Association amicale de l'inspection des finances : correspondance, procès-verbal de réunion, projet des statuts (décembre 1924) ; commémoration des ordonnances du 10 mars et 9 mai 1931 (centenaire de l'IGF) : correspondance, discours du ministre du budget (1931) ; organisation du banquet du 6 avril 1932 permettant au Président du conseil d'exposer les travaux de la législature qui finit : bulletin d'adhésion, correspondance, note sur les monnaies (mars 1932) ; correspondance du Comité France-Amérique avec Jean Parmentier au sujet de leurs publications et séances d'études (novembre-décembre 1925).

1924-1932